

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 28 février 2019

Madame Martine VASSAL, Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 30 membres.

Étaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Christophe AMALRIC - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Gérard BRAMOULLÉ - Christian BURLE - Martine CESARI - Gaby CHARROUX - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Daniel GAGNON - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Nicolas ISNARD - Maryse JOISSAINS MASINI - Didier KHELFA - Richard MALLIÉ - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX - Martine VASSAL.

Étaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Pascal MONTECOT représenté par Nicolas ISNARD.

Étaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Eric LE DISSÈS.

Madame la Présidente a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

FAG 027-5326/19/BM

■ Approbation de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée n° 18/0173 relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable sur la commune de Saint-Cannat MET 19/9869/BM

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

La Métropole Aix-Marseille-Provence exerce ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L.5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Toutefois, en application de l'article L. 5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L. 5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L. 5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

L'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix n'étant pas compétente en matière d'eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, à la date de la création de la Métropole, ce n'est

Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019

donc qu'à compter du 1^{er} janvier 2018 que la Métropole exerce cette compétence en lieu et place des communes qui étaient membres de cet EPCI.

Lorsque l'exercice de cette compétence était, avant le 1^{er} janvier 2018, réalisé par ces communes au moyen d'un contrat de délégation de service public, ce contrat est transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Toutefois, conformément au régime de l'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement, la Métropole doit, en principe assumer en propre, par substitution aux communes, la maîtrise d'ouvrage des travaux de création et l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Par dérogation, la Métropole a cependant souhaité habiliter les communes à poursuivre, à titre transitoire, cette maîtrise d'ouvrage afin de permettre la continuation des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité de ces services publics.

En application de convention de Maîtrise d'ouvrage délégué ou de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage, les communes assument la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquittent, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

C'est dans ce cadre que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé par une délibération n° FAG 017-3020/17/BM du 14 décembre 2017, une convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat, fondée sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, ainsi qu'un premier avenant à cette convention par délibération n° FAG015-4270/18/BM du 18 octobre 2018.

L'avenant 1 a porté sur une augmentation du montant de l'opération 3 : Amélioration de la suppression portant l'enveloppe globale de la convention de 423.000eurosTTC à 512.000eurosHT, soit une augmentation de 20,8 %.

Le projet d'avenant dont l'approbation est proposée au titre du présent rapport a pour seul objet de modifier une annexe financière à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

En effet, la Commune s'est engagée dans l'opération de forage pour recherche d'eau souterraine. Le forage profond a nécessité, en raison de la qualité des sols, trop instables, le recours à un tubage acier à l'avancement du forage, pour tenter d'atteindre la nappe profonde. Ce tubage a engendré des coûts non prévus au devis initial, pour un montant total de prestations complémentaires de 9 690,00 euros HT, soit 11 628,00 euros TTC.

De plus, l'opération touchant à sa fin, un ajustement des sommes prévues dans l'enveloppe est effectué afin de correspondre aux montants réellement engagés par la Commune.

Cet avenant a pour effet d'augmenter le coût de l'opération présenté à l'annexe 1 de 8 423,20 euros TTC par rapport au montant initial de 92 600 euros TTC, soit une augmentation de 9,1 % de cette opération. Le montant total définitif de l'opération présentée en annexe 1 se porte donc à 101 023,20 euros TTC. Cette augmentation porte le montant global de la convention de 423 800 euros TTC (montant initial) à 520 423 eurosTTC (incluant les deux avenants), soit une augmentation globale de 22,8 %.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

**Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 017-3020/17/BM du Bureau de la Métropole du 14 décembre 2017 approuvant de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage ou de maîtrise d'ouvrage déléguée relatives à la réalisation par les Communes d'équipements relatifs aux compétences Eau et Assainissement et aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- La délibération n° FAG015-4270/18/BM du Bureau de la Métropole du 18 octobre 2018 portant Approbation de l'avenant n°1 à la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée relative à l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructures d'eau potable avec la commune de Saint-Cannat ;
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole.

Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Qu'il convient d'établir un nouvel avenant à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD) avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable.

Délibère

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 2 à la convention de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée avec la commune de Saint-Cannat pour l'opération d'extension, de réfection ou d'aménagement d'infrastructure d'eau potable tel qu'annexé à la présente.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n°2 et tout document afférent à l'exécution de cette délibération.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Eau en délégation du Pays d'Aix et Aubagne, opération d'investissement DI10, Article 21531.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Martine VASSAL

**Signé le 28 Février 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 14 Mars 2019**